



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 18/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées – post contradictoire

Visite d'inspection du 27/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALSACHIMIE

CHALAMPE

BP 267

68100 Mulhouse

Références : 0006700538_2025_01_27_ALSACHIMIE_CHALAMPE_VIIC-EDD-FJZetSG-poscontr
Code AIOT : 0006700538

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2025 dans l'établissement ALSACHIMIE implanté BP 267 68490 Chalampé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre de l'examen de l'étude de dangers révisée transmise par l'exploitant en juin 2024. L'objectif du contrôle était, à la fois au travers de prescriptions existantes et d'éléments descriptifs de l'étude de dangers, de vérifier la cohérence des hypothèses introduites dans ce document transmis par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALSACHIMIE
- BP 267 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0006700538

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ALSACHIMIE est une Joint-Venture détenue à 51 % par le groupe BASF et à 49 % par le groupe DOMO CHEMICALS GmbH. La société ALSACHIMIE exploite ses installations au sein de la plateforme chimique WEurope, située dans la zone industrielle d'Ottmarsheim et qui s'étend sur les communes de Chalampé, Bantzenheim et Ottmarsheim. A ce titre le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement (site Seveso Seuil Haut et IED), et est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016.

L'établissement a pour vocation de produire des matières premières destinées à la fabrication du Nylon 6-6.

Le site est organisé par ateliers de production, l'étude de dangers des installations s'articule en fonction de ces découpages internes. Ainsi, l'étude de dangers comprend à ce jour des analyses de risques pour les ateliers "Olone", "Acide Adipique", "HMD", pour les "Services Généraux" et pour une partie des installations exploitées par l'unité NORD 3 (le four John Zink et la station PIC). Les activités opérées par le service LOGISTIQUE sont incluses dans les analyses de risques précédemment citées. Les constats détaillés dans les points de contrôle du présent rapport ont été réalisés par échantillonnage sur une partie des périmètres des entités "Services Généraux" et "Nord 3".

Ont été pris en référence pour ce contrôle les références réglementaires suivantes :

- l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 sur la prévention des accidents majeurs,
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022,
- l'étude de dangers révisée des installations dans sa version de juin 2024.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification et localisation des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 55	Demande d'action corrective	3 mois
2	identification/ marquage tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V.C	Demande d'action corrective	6 mois
3	Etude de dangers - Descriptions des installations (périmètre)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3 et annexe III	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Etude de dangers – analyse des risques (identification scénarios)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2 et annexe III	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Etude de Dangers - identification des installations (procédés)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3 et annexe III	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Etude de dangers - Description des installations (procédés)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3 et annexe III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Etude de dangers – analyse des risques (El scénario SG3a)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3 et annexe III	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Etude de dangers - Descriptions des installations (quantités)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3 et annexe III	Sans objet
9	EDD - Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site et le contrôle des documents transmis lors de la visite d'inspection mettent en avant un ensemble de non-conformités relatives à l'identification des risques des installations, et leur matérialisation sur site, ainsi qu'au contenu de l'étude de dangers des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification et localisation des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2022, article 55
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des risques et des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. [...] Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours.
Constats : Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : identification/marquage tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V.C
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des risques et des installations
Prescription contrôlée : C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.
Constats : Le présent constat a uniquement porté sur l'identification des tuyauteries contenant certaines matières dangereuses selon un processus permettant un repérage conforme aux règles en vigueur. Pour application de la présente prescription, il convient de faire application des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail, qui constitue la règle et plus précisément son article 11 (renvoyant au point 5 de l'annexe du même arrêté pour précision des normes à utiliser pour les couleurs d'identification des tuyauteries). Les normes visées par cet arrêté ministériel sont les normes NF X 08-100 (Couleurs -

Tuyauteries rigides - Identification des fluides par couleurs conventionnelles) à NF X 08-107.

En amont du contrôle sur site, l'exploitant a transmis à l'Inspection la procédure relative à l'identification des tuyauteries sur son site (Identification des fluides sur tuyauteries n°STD-CPE_OZ_010, révision 4 du 4 avril 2023). Le contrôle du contenu de cette procédure permet de mettre en avant les éléments suivants (contrôles réalisés pour les produits suivants : Ammoniac, gaz naturel, Hydrogène, Olone, les acides et les bases) :

- Les couleurs de fond retenues par l'exploitant sont cohérentes avec les couleurs explicitées dans le tableau 1 du chapitre 4 de la norme NF X 08-100,
- les couleurs d'identification des produits présents dans les tuyauteries ne sont pas conformes pour l'ensemble des produits susmentionnés. Ainsi, le tableau 5 du chapitre 5 de la norme précitée prévoit :
 - une couleur "Vert-Jaune claire" pour l'Ammoniac, l'exploitant a retenu et mis en œuvre sur site une couleur marron claire (RAL1027),
 - une couleur "Rose moyen" pour le Gaz Naturel, l'exploitant a retenu et mis en œuvre sur site une couleur marron (RAL 8001),
 - une couleur "Rouge Orangé Vif" pour l'Hydrogène, l'exploitant a retenu et mis en œuvre sur site une couleur blanche (RAL9003),
 - une couleur "Vert-jaune claire" pour les liquides inflammables avec un point éclair <55°C (cas de l'Olone), l'exploitant a retenu et mis en œuvre sur site une couleur orange (RAL 2011),
 - une couleur "blanche" pour les acides, l'exploitant n'a retenu aucune couleur dans sa procédure mais met en œuvre sur site la couleur blanche (constat fait sur les tuyauteries d'HCl),
- la procédure établie par l'exploitant ne prévoit pas l'identification de l'ensemble des produits susceptibles d'être présents. Ainsi, pour les produits liquides combustibles/inflammables, il n'est fait mention que de l'Olone. Or, les constats réalisés sur site au sein des ateliers "Nord 3" mettent en avant la présence de tuyauteries de "goudrons lourds de l'Olone", produit inclut dans les liquides combustibles, mais pour lequel aucune couleur de produit n'est identifié dans la procédure contrôlée.

Au delà du fait que la procédure prévue par l'exploitant ne respecte pas les règles en vigueur en matière d'identification de tuyauteries, il a pu être constaté par échantillonnage (notamment sur des tuyauteries de gaz naturel au sein des périmètres "Nord 3" et "Services Généraux", d'effluents Olone dans les ateliers "Nord 3", d'HCl et MGN au sein des "Services Généraux") que les tuyauteries contenant des matières dangereuses ne sont pas toutes identifiées au sein des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Etude de dangers - Descriptions des installations (périmètre)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3 et annexe III

Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers

Prescription contrôlée :

3. Élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques.

L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. [...]. Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III.

Annexe III

[...]2. Description de l'installation :

a) Description des principales activités et productions des parties de l'établissement qui sont importantes du point de vue de la sécurité, [...]

Constats :

Compte tenu du découpage (en différents ateliers) réalisé par l'exploitant dans son étude de dangers, l'objectif du présent point de contrôle est de vérifier que l'exploitant a correctement défini le périmètre de chacune des installations concernées par ses études, et plus particulièrement de vérifier le traitement réservé aux tuyauteries présentes en inter-connexion des différents ateliers. En effet, le découpage réalisé induit un risque d'oubli de certaines installations ou activités permettant le transfert de produits entre unités.

Selon les éléments recueillis lors du contrôle, la délimitation des responsabilités entre ateliers, et entre l'exploitant et les tiers, est identifiée à la fois sur les schémas d'instrumentation et tuyauteries (PID) des installations, et sur site par un marquage sur plaque. Le contrôle réalisé par échantillonnage sur les schémas et sur site montre des écarts à ces pratiques pour certaines des installations (la tuyauterie d'ammoniac entre l'atelier Adipique et les Services Généraux et la tuyauterie MGN entre Butachimie et les Services généraux où l'identification sur site est absente, bien qu'elle soit présente sur les PID des installations, et la tuyauterie de biogaz entre la station UASB des ateliers Olone, et la centrale thermique où la signalétique sur site est présente mais non définie sur les PID). Ces faits ne constituent pas en soit une non-conformité à la prescription contrôlée, mais peuvent entraîner des erreurs lors de la mise en œuvre des analyses des risques, où les responsabilités de chacune des entités doivent être explicitement déterminées. Il est d'ailleurs à noter que sans en avoir fait la vérification sur site, le contrôle sur PID montre que l'exploitant n'a pas identifié la limite de responsabilité entre lui et le site Butachimie concernant la tuyauterie d'HMD3 (unité exploitée techniquement par Alsachimie, mais sous la responsabilité administrative de l'entité Butachimie).

Les contrôles sur site et vérifications des documents associés mettent également en évidence que pour le périmètre du "Four John ZINK", des tuyauteries relèvent de la responsabilité de cet atelier et non des autres ateliers connectés et qu'elle n'ont pas été traitées dans l'étude de dangers du "Four John Zink". C'est le cas pour l'ensemble de tuyauteries de transfert de "goudrons lourds d'Olone" entre les réservoirs B210/B211 et les installations de collecte de ces produits (F1004) au niveau du "Four John Zink".

De la même manière, pour les ateliers "Services Généraux" bien que responsable d'un ensemble de tuyauteries de Gaz Naturel, ces dernières ne sont pas incluses dans le périmètre de l'étude de dangers des installations.

Les écarts relatifs à l'absence d'identification de scénarios d'accident majeurs en lien avec certaines tuyauteries seront traités dans les points de constats suivants. Pour ce point de contrôle, l'Inspection considère que les études de dangers du "Four John Zink" et des "Services Généraux" ne respectent pas la prescription contrôlée en matière d'identification des installations à risque et périmètre d'analyse des risques de leurs installations.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Etude de dangers – analyse des risques (identification scénarios)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2 et annexe III
Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers
Prescription contrôlée : 2. Analyse de risques. L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. [...] Constats : Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023. Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Etude de dangers - Descriptions des installations (quantités)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3 et annexe III
Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers
Prescription contrôlée : 3. Élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques. L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. [...]. Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III. Annexe III [...].2. Description de l'installation : a) Description des principales activités et productions des parties de l'établissement qui sont importantes du point de vue de la sécurité, [...]
Constats : L'objectif du présent point de contrôle est de vérifier la cohérence des descriptions des installations faites dans l'étude de dangers avec la situation sur site. Les constats ont été réalisés par échantillonnage sur les capacités/réservoirs présents au sein de l'atelier "Four John Zink". Les

constats sont établis sur la base des mentions faites sur les PID des installations, les identifications mises en place par l'exploitant sur site, et des relevés en salle de contrôle sur les niveaux présents dans les installations. Ont été contrôlés les réservoirs/capacités suivants : F1075, F1060, F1002, B211.

Les constats réalisés mettent en avant que les volumes des réservoirs/capacités tels que décrits dans l'étude de dangers de l'installation sont cohérents avec les relevés réalisés par l'inspection sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etude de Dangers - identification des installations (procédés)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3 et annexe III

Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers

Prescription contrôlée :

3. Élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques.
L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. [...]. Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III.

Annexe III

[...]2. Description de l'installation :

[...]

b) Description des procédés, notamment les modes opératoires, en tenant compte, le cas échéant, des informations disponibles sur les meilleures pratiques ;

c) Description des substances dangereuses :

i) Inventaire des substances dangereuses comprenant :

- l'identification des substances dangereuses : désignation chimique, numéro CAS, désignation dans la nomenclature de l'IUCPA ;

- la quantité maximale de substances dangereuses présentes ou susceptibles d'être présentes ;

ii) Caractéristiques physiques, chimiques, toxicologiques et indication des dangers, aussi bien immédiats que différés, pour la santé humaine ou l'environnement ;

[...]

Constats :

Dans le cadre de la vérification du contenu de l'étude de dangers transmise par l'exploitant, l'Inspection s'est attachée à contrôler la justesse des descriptions faites par l'exploitant concernant le procédé de gestion des effluents à incinérer dans le Four John Zink.

Pour ce faire l'Inspection s'est appuyée sur :

- le chapitre 2.4 (principe de fonctionnement du Four John Zink) et le paragraphe 5.2.1 (Caractéristiques des produits) de l'étude de dangers du Four John Zink,
- les déclarations de l'exploitant quant au fonctionnement de ses installations,
- les procédés tels que décrits sur les systèmes de supervision en salle de contrôle de l'unité,
- les PID SCH743 et SCH760.

Le contrôle réalisé montre que :

- La description du procédé de fabrication faite dans l'EDD ne correspond pas à la situation

telle que mis en œuvre à ce jour. En effet, l'EDD n'a pas intégrée les modifications apportées par le projet "TANDEM" (atelier HMD4) encadré par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2022. En particulier, un réservoir (le n°F1052) est désormais intégré à la gestion des effluents et n'est pas mentionné dans l'étude de dangers des installations, les cannes d'injections des effluents à incinérer ne correspondent plus à la description faite dans l'EDD, les transferts d'effluents aqueux ne correspondent plus à la description faite dans l'EDD (les réservoirs F1060 et F1075 sont désormais interconnectés et alimentés en partie par le réservoir F1052).

- L'ensemble des produits/mélanges mentionnés comme susceptibles d'être présents dans les installations du Four John Zink, ne sont pas caractérisés dans le paragraphe 5.2.1 de l'étude de dangers. Par exemple, les risques associés aux produits suivants ne sont pas mentionnés dans ce paragraphe : "légers des ateliers HMD", "les produits à incinérer en provenance des ateliers IRMA, et Adipiques".

Ainsi l'étude de dangers des installations ne respecte pas la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Etude de dangers - Description des installations (procédés)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3 et annexe III

Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers

Prescription contrôlée :

3. Élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques.

L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. [...]. Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III.

Annexe III

[...]2. Description de l'installation :

[...]

b) Description des procédés, notamment les modes opératoires, en tenant compte, le cas échéant, des informations disponibles sur les meilleures pratiques ;

c) Description des substances dangereuses :

i) Inventaire des substances dangereuses comprenant :

- l'identification des substances dangereuses : désignation chimique, numéro CAS, désignation dans la nomenclature de l'IUCPA ;

- la quantité maximale de substances dangereuses présentes ou susceptibles d'être présentes ;

ii) Caractéristiques physiques, chimiques, toxicologiques et indication des dangers, aussi bien immédiats que différés, pour la santé humaine ou l'environnement ;

[...]

Constats :

Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il appartient à l'exploitant de transmettre à l'Inspection les éléments permettant de démontrer : <ul style="list-style-type: none"> le respect des compositions maximales en matières organiques dans les effluents aqueux à incinérer dans le four John Zink, l'absence de caractère inflammable ou combustible des effluents aqueux à incinérer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Etude de dangers – analyse des risques (EI scénario SG3a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3 et annexe III
Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers
Prescription contrôlée : 3. Élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques. L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. [...]. Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III. Annexe III [...] 3. Identification et analyse des risques d'accident et moyens de prévention : a) Description détaillée des scénarios d'accidents majeurs possibles et de leurs probabilités ou conditions d'occurrence comprenant le résumé des événements pouvant jouer un rôle dans le déclenchement de chacun de ces scénarios, que les causes soient d'origine interne ou externe à l'installation ; en particulier, que les causes soient : i) Des causes opérationnelles ; [...] Constats : Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : EDD - Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers
Prescription contrôlée :

Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.
A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. [...]
Constats : Les constats associés à cette prescription sont détaillés dans une annexe non largement diffusable en application des principes de l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite